

MÉMENTO DE L'ENSEIGNEMENT 2018-2019

XAVIER GHUYSEN
DOMINIQUE DRION

L'édition est mise à jour au 30 juin 2018.

Editeur responsable : Paul De Ridder

© 2018 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2018/2664/277
ISBN 978-94-03-00463-1
BP/MENS-PI18001

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

CHAPITRE 1	ÉVOLUTION RÉCENTE DU DROIT DE L'ENSEIGNEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	1
1.	Introduction	1
2.	Le « Pacte pour un enseignement d'excellence » ou « Pacte d'excellence »	1
2.1.	Origine de la réforme	2
2.2.	Les grandes lignes du « Pacte pour un enseignement d'excellence »	2
2.3.	Phasage de la réforme et méthode de travail	3
2.4.	<i>Timing</i> du Pacte d'excellence	5
2.5.	Premières avancées du "Pacte pour un enseignement d'excellence" : le décret du 4 février 2016	5
2.6.	Actualités du Pacte scolaire en 2017 : le décret du 19 juillet 2017	23
2.7.	Actualités du Pacte d'excellence en 2018	29
3.	Le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD)	31
3.1.	Position du problème	31
3.2.	Champ d'application du RGPD	32
3.3.	Définitions	33
3.4.	Obligations prescrites du RGPD	34
4.	Marchés publics : le point sur les réformes	47
4.1.	Loi et arrêtés relatifs aux marchés publics	47
4.2.	Principes	49
4.3.	Passation des marchés publics (procédure)	59
5.	Examen d'entrée en médecine et en dentisterie	76
5.1.	Du concours à l'examen d'entrée	76
5.2.	Inscription auprès de l'ARES (Art. 1 ^{er} , § 3)	77
5.3.	À partir de l'année académique 2018-2019	78
5.4.	Jury de l'examen d'entrée et d'accès (Art. 2)	79
5.5.	Modalité de l'examen d'entrée — critères de réussite (Art. 3 et 6)	79
5.6.	Quota de lauréats non-résidents (art. 6, § 2)	80
5.7.	En cas d'échec	80
6.	Le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire	81
6.1.	Pour tous les jurys de l'enseignement secondaire	81

6.2.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 1 ^{er} degré (1 ^{re} et 2 ^e années) – CE1D	82
6.3.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 2 ^e degré (3 ^e et 4 ^e années) – CE2D	83
6.4.	Pour le certificat du 3 ^e degré (5 ^e , 6 ^e et 7 ^e années) — CESS (Certificat d'enseignement secondaire supérieur)	83
6.5.	Conditions de réussite et de dispenses (Art. 19 et 20)	85
6.6.	Droit de recours (Art. 21)	85
7.	Du nouveau dans le maternel	86
7.1.	Nouveau calcul de l'encadrement au niveau maternel	86
7.2.	Maintien exceptionnel dans l'enseignement maternel	86
8.	La réforme des cours philosophiques : dispense, encadrement pédagogique, éducation à la philosophie à la citoyenneté	88
8.1.	Rappel	88
8.2.	Première étape de la réforme : le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense des cours de religion et de morale dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française	89
8.3.	Seconde étape de la réforme : le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté	96
9.	Le décret "Titres et fonctions"	105
9.1.	Le champ d'application	108
9.2.	Les titres	108
9.3.	La fonction et l'accroche cours-fonction	109
9.4.	Priorité du porteur du titre requis lors du premier recrutement	109
9.5.	La gestion dynamique du système	110
9.6.	La logique barémique	110
9.7.	Les dispositions modificatrices, abrogatoires, transitoires et finales	110
9.8.	Décrets modificatifs en matière de titres	111
10.	Contention et isolement : une circulaire pour fixer un cadre aux mesures de coercition	112
10.1.	Introduction	112
10.2.	Présentation de la circulaire	113
11.	Prévention de l'incendie à l'école	114
11.1.	Situation antérieure : critique de l'article 52 du RGPT	114
11.2.	Portée et champ d'application de l'arrêté royal du 28 mars 2014	115
11.3.	Lieux de travail	116

11.4.	Définitions (art. 3)	116
11.5.	Analyse des risques (art. 4)	118
11.6.	Mesures de prévention de l'incendie – Bien-être des travailleurs (art. 5)	118
11.7.	Mesures de prévention spécifiques (art. 8 et s.)	119
11.8.	Plan d'urgence interne (art. 24)	122
11.9.	Le dossier relatif à la prévention de l'incendie (art. 25)	122
11.10.	Formation et information des travailleurs – Exercice d'évacuation (art. 26)	123
11.11.	Travaux effectués dans l'établissement de l'employeur (art. 28)	123
11.12.	Renseignements complémentaires	124
12.	Prévention des risques psychosociaux	124
12.1.	Introduction	124
12.2.	Champ d'application et portée de la réforme	124
12.3.	Risques psychosociaux : un concept élargi	126
12.4.	Violence au travail, harcèlement moral au travail, harcèlement sexuel au travail	144
12.5.	Protection contre le licenciement	145
12.6.	Principales modifications apportées par la réforme	147
13.	Enseignement et Aide à la jeunesse – Bien-être des jeunes à l'école, accrochage scolaire, prévention de la violence, orientation scolaire	149
13.1.	Décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation (<i>M.B.</i> , 3 avril 2014)	151
13.2.	Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école, et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire (<i>M.B.</i> , 3 avril 2014)	158
14.	Paysage de l'enseignement supérieur	169
14.1.	Champ d'application	169
14.2.	Portée de la réforme	169
14.3.	Enseignement supérieur inclusif	192
14.4.	Commission chargée de recevoir les plaintes en cas de refus d'inscription	193
15.	Réforme du premier degré	198
15.1.	Plan d'actions collectives (art. 67/1 du décret « Missions »)	200

15.2.	Plan individuel d'apprentissage (art. 7bis, 1 ^{er} , du décret du 30 juin 2006)	200
15.3.	Grille horaire réaménagée (art. 7bis, § 5, du décret du 30 juin 2006)	200
15.4.	Suppression progressive de la première année complémentaire (art. 13 du décret du 30 juin 2006)	200
15.5.	Approche « orientante »	200
15.6.	Accompagnement spécifique de certaines écoles	201
15.7.	Simplification des parcours	201
15.8.	Premier degré de l'enseignement secondaire – Périodes de cours de 45 minutes	201
16.	Frais scolaires : obligation d'information	204
16.1.	Rappel quant à la notion de gratuité	204
16.2.	Portée du décret du 17 octobre 2013	204
17.	Le TESS change de nom et devient Epreuve externe certificative	205
18.	La question du port du voile et autres signes convictionnels distinctifs	210
18.1.	Position du problème	210
18.2.	Normes d'interdiction du port de signes distinctifs – Liberté religieuse	211
18.3.	Inapplicabilité des lois anti-discrimination du 25 février 2003 et du 10 mai 2007	212
18.4.	Principe de neutralité	212
18.5.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les élèves. Les arrêts du Conseil d'État du 17 mars 2009	213
18.6.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. L'arrêt de la Cour d'appel de Mons du 10 mars 2010	214
18.7.	Arrêts du Conseil d'État du 2 octobre 2009 et du 25 février 2011 – Affaires Ville de Dison et Ville de Grâce-Hollogne	218
18.8.	L'arrêt n° 40/2011 rendu le 15 mars 2011 par la Cour constitutionnelle – Définition du contenu de la notion de neutralité dans l'enseignement	219
18.9.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. Liberté religieuse et neutralité. L'arrêt du Conseil d'État du 27 mars 2013 dans l'affaire Ville de Verviers	220
18.10.	L'arrêt de la Cour eur. D.H. du 15 janvier 2013	221
18.11.	Port du voile par les professeurs de religion – L'arrêt « Commune de Grâce-Hollogne » du 17 avril 2013	223

18.12.	Arrêts du Conseil d'État attendus en Communauté flamande	226
18.13.	Arrêts de la C.J.U.E. du 14 mars 2017	227
19.	Insertion des élèves primo-arrivants : le décret du 18 mai 2012	228
19.1.	Introduction	228
19.2.	Élèves primo-arrivants (définition)	229
19.3.	Notion de DASPA	229
19.4.	DASPA en région de langue française	229
19.5.	DASPA en région bilingue de Bruxelles-Capitale	230
19.6.	Passage des élèves primo-arrivants au sein du DASPA – Rôle du conseil d'intégration	230
19.7.	Périodes supplémentaires et ALE	231
20.	Certification par unités d'acquis d'apprentissage (C.P.U.)	231
20.1.	Qu'est-ce que la C.P.U.?	231
20.2.	Public-cible	232
20.3.	Organisation de la C.P.U.	232
21.	Les décrets « inscriptions »	233
21.1.	Préambule	233
21.2.	Le feuillet du décret « Inscriptions » du 28 mars 2010 : épilogue provisoire	234
21.3.	Priorités de la réforme	236
21.4.	Siège de la matière des inscriptions	237
21.5.	Procédure d'inscription	238
22.	Décret organisant un encadrement différencié : la fin des discriminations positives	243
22.1.	Objectifs et présentation du décret « Encadrement différencié »	243
22.2.	La réforme en chiffres	245
22.3.	Sort des discriminations positives	245
22.4.	La « priorité Art. 14 » du décret « Encadrement différencié » remplace la « priorité Art. 18 » du décret D +	246
22.5.	Projet de réforme	246
23.	L'intégration : un pont jeté entre l'enseignement spécialisé et l'enseignement ordinaire	247
23.1.	L'intégration : histoire d'un succès	247
23.2.	Bases légales et documentaires	248
23.3.	Les différentes formes d'intégration	248
23.4.	Procédures à suivre pour l'adoption d'un projet d'intégration	254
23.5.	Passage de l'enseignement secondaire spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire	259

23.6.	Intégration ou inclusion scolaire ? L'accompagnement des élèves présentant des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire	260
-------	---	-----

CHAPITRE 2	DROIT DE L'ENSEIGNEMENT – PRINCIPES	269
1.	La hiérarchie des sources de droit	269
1.1.	Contrôles de légalité et de constitutionnalité – Notions	269
1.2.	Raisonnement juridique	270
1.3.	La hiérarchie des normes	271
2.	Le cadre constitutionnel	279
2.1.	Introduction	279
2.2.	Communautarisation de l'enseignement – Compétence législative des communautés	280
2.3.	La liberté de l'enseignement	281
2.4.	Le(s) principe(s) d'égalité	285
2.5.	Principe d'égalité et lutte contre les discriminations	287
2.6.	Droit à l'enseignement et gratuité de l'enseignement	302
3.	Les recours	311
3.1.	La Cour constitutionnelle (anciennement Cour d'arbitrage)	311
3.2.	Le Conseil d'État	314
3.3.	Les chambres de recours de l'enseignement	315
3.4.	Les Commissions paritaires	316
3.5.	Recours en cas de renvoi d'élève	317
3.6.	Recours en matière de certificat d'études de base (CEB)	323
3.7.	Recours contre les décisions des conseils de classe	325
3.8.	Recours Hautes écoles	330
3.9.	Tribunal de première instance	334
3.10.	Les tribunaux du travail	335
4.	Statut des enseignants	336
4.1.	Statut des enseignants : principes	336
4.2.	Statut des enseignants : la nomination	345
4.3.	Statut des enseignants : devoirs et incompatibilités	348
4.4.	Statut des enseignants : licenciement des temporaires	352
4.5.	Statut des enseignants : statut disciplinaire des agents définitifs	359
4.6.	Réglementation des titres	367
5.	Décret fixant le statut des directeurs d'école	372
5.1.	Introduction et présentation générale du décret	373
5.2.	Dispositions générales – Champ d'application du décret	375
5.3.	Les dispositions communes aux directeurs de tous les réseaux	376

5.4.	Les dispositions spécifiques à chaque réseau	383
5.5.	La résolution de la question de l'accès aux fonctions de sélection et de promotion dans l'enseignement subventionné suite au flou créé par le décret du 4 janvier 1999	387
5.6.	L'aide aux directeurs	388
5.7.	Conclusion	391
6.	Statuts des professeurs de religion	392
6.1.	Statut des maîtres et professeurs de religion Enseignement de la Communauté française	392
6.2.	Statut des maîtres et professeurs de religion Enseignement officiel subventionné	392
7.	Statuts des membres du personnel technique des centres PMS	393
7.1.	Statut des membres du personnel technique des centres PMS de la Communauté française	393
7.2.	Statuts des membres du personnel technique des centres PMS de l'enseignement subventionné	393
CHAPITRE 3 DROIT À L'ENSEIGNEMENT. RELATIONS ENTRE ÉCOLE ET USAGERS. DÉCRETS ET RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT		395
1.	Le droit à l'enseignement	395
1.1.	Définition	395
1.2.	La Constitution belge : droit à l'enseignement et gratuité	395
1.3.	Les traités internationaux	396
2.	Relations entre l'école et les usagers	399
2.1.	Exercice de l'autorité parentale	399
2.2.	Association de parents et défense des droits des étudiants	404
2.3.	Décret relatif aux associations de parents	405
3.	Le décret « Missions »	412
3.1.	Champ d'application et définitions	412
3.2.	Des objectifs généraux de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire	412
3.3.	Des objectifs particuliers communs à l'enseignement fondamental et au premier degré de l'enseignement secondaire	413
3.4.	Du pilotage	414
3.5.	Des projets éducatif, pédagogique et d'établissement	414
3.6.	Des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs	414

3.7.	De l'inscription des élèves dans un établissement et des règles relatives à l'exclusion d'un établissement	415
3.8.	Du recours contre les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice	417
3.9.	De la gratuité de l'accès à l'enseignement	418
4.	Le décret « discriminations positives »	421
4.1.	Historique	421
4.2.	Les discriminations positives	422
5.	Interpellation du mineur en milieu scolaire – la situation du chef d'établissement	422
5.1.	Introduction	422
5.2.	De l'accès aux établissements scolaires	423
5.3.	Application des principes à certains cas particuliers	425
5.4.	Les fouilles d'élèves	426
5.5.	La protection des données à caractère personnel	428
5.6.	Conclusion	428
6.	La question des avantages sociaux	429
6.1.	Champ d'application	429
6.2.	Définition des avantages sociaux	430
6.3.	Aperçu des dispositions complémentaires	431
6.4.	Rebondissements jurisprudentiels	432
6.5.	L'arrêt n° 65/2013 de la Cour constitutionnelle du 8 mai 2013	435
6.6.	L'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 2013 (<i>Pas.</i> , 1488)	437
6.7.	Le jugement du Tribunal de 1 ^{re} instance de Mons du 12 novembre 2014	439
6.8.	L'arrêt de la Cour d'appel de Mons du 23 mars 2016	441
7.	Pratiques déloyales entre établissements scolaires	442
7.1.	Interdiction des pratiques déloyales entre écoles	442
7.2.	Création de la Commission chargée de traiter les plaintes relatives aux pratiques déloyales	442
7.3.	Site internet « Art. 42 » (pratiques déloyales entre écoles)	445
8.	Les services d'inspection	446
8.1.	Introduction	446
8.2.	L'organisation du service	446
8.3.	Missions des services d'inspection	448
8.4.	Le statut des inspecteurs (art. 26 à 173 du décret « Inspection »)	454
8.5.	Textes légaux et circulaires	454
8.6.	Sélection des candidats-inspecteurs	455

9.	Décret du Parlement flamand relatif à l'inspection des établissements francophones de la périphérie bruxelloise – motion de conflit d'intérêts	456
10.	Lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école	458
10.1.	Le décret du 12 mai 2004	458
10.2.	Le décret du 15 décembre 2006	458
11.	L'accueil extrascolaire	463
11.1.	L'accueil – Champ d'application (art. 2 et 3)	464
11.2.	La Commission communale d'accueil (CCA)	464
11.3.	La rédaction de l'état des lieux et du programme CLE	465
11.4.	Le programme CLE : but et contenu	465
11.5.	Le coordinateur de l'accueil	467
11.6.	Financement et autres	467
12.	Enseignement en immersion	468
12.1.	Observations générales et définitions	468
12.2.	Conditions à remplir et procédure d'autorisation	470
12.3.	Quand un élève peut-il accéder à l'apprentissage par immersion?	472
12.4.	Nombre de périodes hebdomadaires – Continuité de l'apprentissage	473
12.5.	Accords de collaboration entre établissements	473
12.6.	Création d'un organe d'observation	473
12.7.	Titres requis, titres jugés suffisants pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage en immersion	473
13.	L'organisation pédagogique et l'enseignement différencié au premier degré de l'enseignement secondaire	474
13.1.	Le « Contrat pour l'école » – Bref rappel	474
13.2.	Le décret du 30 juin 2006 « relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire » (<i>M.B.</i> , 31 août 2006)	475
13.3.	Le décret du 7 décembre 2007 « organisant la différenciation structurelle au premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétence » (<i>M.B.</i> , 26 février 2008)	480
CHAPITRE 4 TRAITEMENTS ET PRESTATIONS SOCIALES		499
1.	Généralités	499
2.	Nature de l'emploi	499
2.1.	Fonction accessoire dans l'enseignement de plein exercice	500
2.2.	Fonction accessoire dans l'enseignement à horaire réduit ou de promotion sociale	501

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

2.3.	Fonction principale	501
2.4.	Fonctions mixtes et fonctions accessoires	501
2.5.	Cumul – Suppression de la Commission De Bondt	502
2.6.	Surcroît	507
2.7.	Expérience utile	507
2.8.	Harmonisation des statuts pécuniaires	508
2.9.	Ancienneté pécuniaire (uniquement en fonction principale)	508
2.10.	Les récupérations de traitement	509
2.11.	Ouvriers et employés (contrat de travail)	510
3.	Importance de la fonction	511
3.1.	Fonctions à prestations complètes	511
3.2.	Fonctions à prestations incomplètes	511
4.	Le traitement	511
4.1.	Fonctions principales à prestations complètes	511
4.2.	Fonctions principales à prestations incomplètes	512
5.	Les barèmes	513
6.	Frais de transport des membres du personnel	514
6.1.	Champ d'application	514
6.2.	Droit à une intervention	515
6.3.	Modalités	518

CHAPITRE 5 RESPONSABILITÉS, ASSURANCES ET ACCIDENTS 521

1.	Responsabilité civile du personnel directeur et enseignant	521
1.1.	Textes légaux	521
1.2.	La responsabilité civile et la responsabilité pénale	522
1.3.	Les éléments constitutifs de la responsabilité civile	522
1.4.	La responsabilité du fait d'autrui	523
1.5.	La responsabilité des instituteurs (art. 1384, al. 4)	524
1.6.	La responsabilité des enseignants (art. 1382 et 1383 C. civ.)	526
1.7.	Questions particulières	526
1.8.	Situations spéciales	527
1.9.	Piscine et sécurité	529
2.	Accidents de travail – accidents sur le chemin du travail	530
2.1.	Accident de travail	532
2.2.	Accident sur le chemin du travail	533
2.3.	Remarque générale	535
2.4.	Extensions légales	535

2.5.	Cas particuliers	536
2.6.	Demande en révision pour aggravation – Formalités	539
3.	Accidents hors service	539
3.1.	Congés en cas d'accidents hors service	540
3.2.	Tutelle sanitaire du Service de santé administratif	540
3.3.	Accident hors service sans tiers en cause	541
3.4.	Accident hors service engageant la responsabilité d'un tiers	541
3.5.	Maladies professionnelles	542
4.	Assurances	548
 CHAPITRE 6 ABSENCES, CONGÉS, DISPONIBILITÉS		551
1.	Réglementation générale	551
1.1.	Positions administratives : dispositions statutaires	551
1.2.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 1994 relatif au contrôle des absences des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel subventionnés de l'enseignement subventionné (<i>M.B.</i> , 27 avril 1994)	562
2.	Absences – catégories	569
 CHAPITRE 7 STATUTS		571
1.	Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique [de promotion sociale] et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements	571
1.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	571
1.2.	[Chapitre II – Des droits et devoirs	573
1.3.	Chapitre III – Du recrutement	576
1.4.	[Chapitre IIIbis – Des membres du personnel victimes d'acte de violence [ou de harcèlement]	617
1.5.	Chapitre IV – De l'entrée en fonctions	638
1.6.	Chapitre V – Des incompatibilités	639
1.7.	Chapitre VI – Du signalement	640
1.8.	Chapitre IX – Du régime disciplinaire	643

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

1.9.	Chapitre IXbis – De la suspension préventive: mesure administrative	649
1.10.	Chapitre X – Des positions administratives	656
1.11.	Chapitre XI – De la cessation définitive des fonctions	657
1.12.	Chapitres XIbis et XII. [...]	659
2.	Décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné (M.B., 17 février 1993, Err., M.B., 16 mars 1993)	659
2.1.	Titre I ^{er} . Du statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné	659
2.2.	Titre II. [...]	727
3.	[Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné]	727
3.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	727
3.2.	[Chapitre II – Devoirs	730
3.3.	Chapitre III – Recrutement	733
3.4.	Chapitre VII – Cessation définitive des fonctions	756
3.5.	Chapitre VIII – De la suspension préventive: mesure administrative	757
3.6.	Chapitre IX – Régime disciplinaire	766
3.7.	Chapitre X – Des chambres de recours	769
3.8.	[Chapitre XI – De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement	772
3.9.	Chapitre XIII – Inopposabilité des clauses contraires au statut	775
CHAPITRE 8	ADRESSES UTILES	777
1.	Associations de parents	777
2.	Chambres de recours et commissions paritaires	777
3.	Pouvoirs organisateurs	777
3.1.	Communauté française	777
3.2.	Commission communautaire française (COCOF)	780
3.3.	Enseignement officiel subventionné	780
3.4.	Enseignement libre subventionné	781
4.	Syndicats	781
5.	Formation en cours de carrière	782
5.1.	Organisme inter-réseaux	782
5.2.	Organismes de formation des réseaux	782
6.	Pensions	783

7.	Traitements – maladie	783
7.1.	Traitements – Enseignement de la Communauté française	783
7.2.	Traitements – Enseignement subventionné (libre et officiel)	785
7.3.	Contrôles maladies et accidents du travail, allocations familiales	786
8.	Communauté germanophone	787
9.	Droits et protection des élèves	787
10.	Protection des droits fondamentaux	789

Registre alphabétique